Document généré le 27 juin 2025 00:35

Recherches sociographiques

Gérard DIVAY, et Louise RICHARD, *Croissance résidentielle et services municipaux*

Marc-André Lessard

Volume 24, numéro 2, 1983

URI : https://id.erudit.org/iderudit/056040ar
DOI : https://doi.org/10.7202/056040ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Lessard, M.-A. (1983). Compte rendu de [Gérard DIVAY, et Louise RICHARD, *Croissance résidentielle et services municipaux*]. *Recherches sociographiques*, *24*(2), 287–289. https://doi.org/10.7202/056040ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1983

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

peuvent contrebalancer cet avantage. Il y a donc peu de généralisations qui peuvent être énoncées quant à l'usage de l'électricité pour fins de développement industriel.

Cet état de fait explique la nature de la principale recommandation de ce groupe de travail : la création, à l'intérieur du gouvernement, d'un comité chargé d'analyser les demandes industrielles d'électricité excédant cinq mégawatts pour en déterminer les avantages du point de vue de l'économie québécoise. Cette recommandation ne devrait pas générer une bureaucratie de grande dimension si l'on considère qu'il n'y a actuellement que cent soixante clients de l'Hydro-Québec qui sont dans cette catégorie. Il est normal de la part du gouvernement, qui est propriétaire de sites hydro-électriques, de supporter des activités qui sont complémentaires à l'usage de l'électricité. C'est ce que tout bon propriétaire essaie de faire.

Jean-Thomas BERNARD

Département d'économique,
Université Laval.

Gérard DIVAY et Louise RICHARD, *Croissance résidentielle et services municipaux*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1981, 105p. (« Études et documents », 22.)

Jean-Pierre COLLIN, *Le développement résidentiel suburbain et l'exploitation de la ville centrale*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1981, 141p. (« Études et documents », 23.)

Ces deux cahiers nous rappellent que la liste des travaux d'I.N.R.S.-Urbanisation est déjà longue, ce qui devrait suggérer l'idée de faire bientôt un bilan des réalisations de cet important groupe de recherche, probablement le plus productif de sa génération. De façon plus immédiate, ces deux cahiers nous remettent en présence de tout un programme de recherche portant sur les *nouveaux espaces résidentiels* et structuré autour de six grands thèmes :

1. Les caractéristiques des nouveaux espaces résidentiels : types d'espaces et indicateurs de qualité ;
2. la consommation des espaces résidentiels ;
3. la production des espaces résidentiels ;
4. l'image des espaces résidentiels neufs ;
5. les coûts des espaces résidentiels neufs ;
6. l'impact des espaces résidentiels neufs sur le fonctionnement du marché du logement.

Ce programme a déjà donné lieu à quelques rapports partiels ; un rapport-synthèse est en préparation.

Dans : *Croissance résidentielle et services municipaux*, Gérard Divay et Louise Richard tentent de cerner l'impact de la croissance résidentielle sur les services municipaux à l'aide de statistiques officielles et d'entrevues réalisées auprès de chefs de services municipaux et de chefs de familles établies dans de nouveaux espaces résidentiels. L'étude porte sur les municipalités des agglomérations urbaines de Montréal et de Québec pendant une période de dix ans allant de 1966 à 1976.

Dans les discussions courantes et en particulier dans les débats entourant les projets de fusion, d'annexion ou d'expansion, le problème des rapports entre le coût des services municipaux et la croissance des espaces résidentiels des villes est ordinairement réduit à sa dimension minimale, celle du rapport coût/taille. Les auteurs tentent ici d'élaborer un état de questions qui permette une évaluation plus réaliste des coûts réels et surtout qui oriente la recherche vers une prise en considération d'autres impacts masqués par la trop grande importance accordée aux coûts ou tout simplement oubliés. L'analyse porte sur la croissance et : le niveau et la composition des dépenses municipales ; l'évolution de l'offre des services municipaux dans leur ensemble et de quatre d'entre

eux en particulier, soit l'hygiène du milieu, les transports, les loisirs et la protection ; les prises de décision ; la demande de services dans les nouveaux espaces résidentiels ; l'effort fiscal local.

Voici la conclusion générale du rapport : « D'un point de vue municipal, aucun jugement absolu ne doit être porté sur la croissance résidentielle ; elle n'est en soi, ni ruineuse, ni avantageuse. Son impact dépend des formes qu'elle prend et de la situation municipale dans laquelle elle s'inscrit. » (P. 98.) Quelques traits plus précis semblent se dégager : l'état des finances avant l'expansion et la richesse générale de la municipalité influencent le coût de la croissance résidentielle au moins autant que la taille de celle-ci ; il n'y a pas de relation nécessaire entre la croissance résidentielle et l'accroissement des charges fiscales ; le caractère (type de bâtiment et clientèle) des nouveaux espaces résidentiels n'a guère d'influence en lui-même sur la demande de services, il faut tenir compte de l'état des anciennes zones ; au-delà d'un certain seuil de qualité mesurée, le degré de satisfaction des résidants à l'égard des services ne correspond plus au degré de cette qualité ; enfin, le coût des services dépend plus d'un bon équilibre entre espace résidentiel, espace commercial et espace industriel que de la taille de l'espace résidentiel lui-même.

Au-delà de tout ce qui précède, on sent la présence d'un univers culturel où le bien vivre et le bon coût, c'est-à-dire celui qu'on est prêt à payer, sont déterminés. Sous quelles influences cet univers varie-t-il ? Les notions de classe, de strate ou de genre de vie nous viennent tout de suite à l'esprit. Il faut espérer que quelque chercheur de l'I.N.R.S.-Urbanisation nous prépare une incursion de ce côté.

Dans : *Le développement résidentiel suburbain et l'exploitation de la ville centrale*, Jean-Pierre Collin pose d'abord la question suivante : « Les *navetteurs* paient-ils suffisamment pour les services de la ville de Montréal dont ils bénéficient lorsqu'ils viennent y travailler, faire des achats, étudier, consulter un professionnel, faire appel à un service public ou se recréer ? » (P. 22.) Il ajoute par la suite le second objectif que voici : vérifier l'effet de la création de la Communauté urbaine de Montréal et celui de la réforme de la fiscalité municipale sur le rapport entre les coûts et les revenus imputables aux *navetteurs*.

La revue de la littérature met en évidence une absence de convergence entre les résultats des diverses recherches sur la question. L'auteur ne prétend pas vouloir trancher, il cherchera tout simplement à établir le meilleur bilan possible pour l'agglomération montréalaise.

L'étude comprend trois parties : une présentation de l'évolution récente de l'urbanisation dans l'agglomération métropolitaine de Montréal ; la mise au point d'une méthode d'analyse, d'une part pour établir les flux de déplacements, et d'autre part pour évaluer les coûts des services utilisés de même que les revenus générés par les *navetteurs* ; la présentation des résultats.

La conclusion générale se présente comme suit : « L'analyse comptable, malgré les nuances et les mises en garde qui la jalonnent, permet de dégager que tout au long des années soixante-dix, les *navetteurs* ont généré des revenus plus que suffisants pour couvrir les dépenses de fonctionnement qu'ils ont occasionnées à la ville centrale, mais trop peu importants pour couvrir aussi les dépenses capitales attribuables à leur présence quotidienne à Montréal. » (P. 116.) Par ailleurs, il apparaît que la création de la C.U.M. a contribué à stabiliser l'importance du déficit annuel de Montréal alors que la réforme de la fiscalité municipale aura probablement pour résultat de l'accroître.

Ce cahier très comptable laisse le sociologue sur sa faim. C'est peut-être ce que sentait l'auteur quand il a décidé de déplacer un peu la question en fin de conclusion pour accuser la banlieue de polluer la ville en s'attachant trop à la voiture individuelle et en boudant le transport en commun. On sent derrière ceci un jugement qui repose sur un postulat fort peu sociologique selon lequel les banlieusards auraient inventé la banlieue et la maintiendraient. Non. Ils sont banlieusards par la force des choses et, la force des choses, c'est ce que les sociologues devraient trouver. Malgré cela, je

conviens que les analyses comptables comme celle de Jean-Pierre Collin sont nécessaires et qu'elles peuvent nous éclairer beaucoup.

L'un et l'autre cahier doit d'abord être considéré comme une pièce dans un ensemble de connaissances qui s'esquisse sur l'urbanisation du Québec, de Montréal en particulier.

Marc-André LESSARD

Département de sociologie,
Université Laval.

Noël BAILLARGEON, *Le Séminaire de Québec de 1760 à 1800*, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1981.

Ce livre fait suite à deux précédents ouvrages où l'auteur s'est attaché à reconstituer l'histoire du Séminaire de Québec depuis ses origines jusqu'en 1760. La période couverte par ce troisième volume, qui va de la Conquête à la fin du XVIIIe siècle, a constitué pour le Séminaire, comme pour le pays entier, un tournant décisif alors que les institutions, tout comme les individus, devaient procéder à des réajustements rapides en vue d'assurer leur survie. Le principal mérite de l'auteur est d'avoir réussi à inscrire l'histoire du Séminaire dans un cadre socio-économique — et même politique — plus large que celui où se situent habituellement les monographies de ce genre. Tout en reconstituant de façon très minutieuse le passé de l'institution, le livre de N. Baillargeon offre en effet un aperçu vivant et fort bien documenté de l'histoire sociale de la période.

Le début de l'ouvrage évoque l'étendue des dégâts matériels subis par le Séminaire au lendemain de l'assaut de Québec par l'armée anglaise. En plus de la destruction partielle des bâtiments du Séminaire dans la haute-ville, les dommages et les pertes encourus atteignent l'ensemble des biens de l'institution. Il s'agit surtout de ses fermes et métairies situées à Saint-Joachim, à Château-Richer, au Cap-Tourmente, à la Baie-Saint-Paul, là où les récoltes ont été dévastées, les bétails volés ou décimés, les moulins détruits. À la faveur de la description du désastre puis de la reconstruction entreprise par les directeurs tout de suite après la guerre, le lecteur est informé par le détail au sujet des biens et avoirs du Séminaire, du montant annuel des revenus escomptés lorsque la vie reprend son cours normal.

Cette histoire économique de l'institution, qui se confond par maints aspects avec celle de la colonie elle-même, est reprise par l'auteur au cours des trois derniers chapitres. Ceux-ci contiennent une foule de renseignements relatifs au Séminaire de Québec en tant que détenteur de fiefs et de seigneuries. À travers les rapports des procureurs et les réactions des censitaires, à partir des problèmes liés à la tenure des terres, on voit fonctionner dans la pratique le régime seigneurial avec ses avantages et ses inconvénients. On se rend compte également à quel point l'influence spirituelle et morale de l'institution cléricale est difficilement dissociable de son poids économique à une époque donnée.

L'histoire du Séminaire de Québec c'est aussi en grande partie celle de l'ensemble de l'Église du Québec au lendemain de la Conquête : interruption des liens avec la métropole française, allégeance obligée au nouveau pouvoir anglais, précarité du statut politique du clergé et incertitude au sujet de l'avenir religieux de la colonie. L'ouvrage ressuscite les épisodes cruciaux du difficile rapport entre l'Église et l'État au cours de la période qui suivit la Conquête.

Mais il y a aussi la petite histoire du Séminaire avec ses rivalités internes et ses intrigues parfois mesquines. Sont évoqués dans le détail les démêlés entre les directeurs du Séminaire, le chapitre de Québec et la fabrique pour le contrôle de la cure paroissiale. On apprend que les rapports entre l'évêque et les Messieurs du Séminaire ne furent pas toujours harmonieux, mais on